Türkiye

PRINCIPALES QUESTIONS DEVANT LE COMITÉ DES MINISTRES - SURVEILLANCE EN COURS

➔ Action des forces de sécurité

Recours excessif et/ou injustifié à la force par les forces de l'ordre au cours d'opérations militaires et de police. Manquement à l'obligation de préparer et surveiller les opérations ou de prendre toutes les mesures de sécurité nécessaires pour réduire le risque de pertes humaines. Enquêtes inefficaces et/ou sérieuses lacunes dans les procédures pénales diligentées contre les membres des forces de l'ordre.

Groupe Erdoğan et autres (19807/92+)

Arrêt définitif le 13/09/2006

Surveillance soutenue

État d'exécution

Ineffectivité des enquêtes concernant des décès, tortures ou mauvais-traitements ; graves lacunes dans les procédures pénales et/ou disciplinaires engagées contre des membres des forces de sécurité.

Groupe Batı et autres (33097/96+)

Arrêt définitif le 03/09/2004

Surveillance soutenue

État d'exécution

➔ Détention et autres questions

Absence de tout mécanisme de réexamen dans la législation turque régissant l'exécution des peines de réclusion à perpétuité aggravées qui permettrait le réexamen d'une peine à perpétuité après une certaine période minimale afin de vérifier si des motifs légitimes justifiaient encore le maintien de la détention du requérant.

Gurban (4947/04)

Arrêt définitif le 15/03/2016

Surveillance soutenue

État d'exécution

➔ Légalité de détention

Interprétation et application déraisonnables des dispositions légales par les autorités internes rendant la privation de liberté des requérants illégale et arbitraire en l'absence de preuves concrètes susceptibles de justifier objectivement les soupçons, dans un but inavoué autre que ceux prescrits par la Convention dans deux affaires.

Kavala (28749/18)

Arrêt définitif le 11/05/2020

Surveillance soutenue

État d'exécution

Selahattin Demirtaş (No 2) (14305/17) (Grande Chambre)

Arrêt définitif le 22/12/2020

Surveillance soutenue

État d'exécution

PRINCIPALES QUESTIONS DEVANT LE COMITÉ DES MINISTRES - SURVEILLANCE EN COURS

Irrégularité de la détention du requérant et absence de soupçon raisonnable, au moment de sa détention provisoire, qu'il avait commis une infraction ; une interprétation extensive de la notion de découverte en flagrant délit, niant les garanties procédurales dont bénéficiaient les membres du pouvoir judiciaire afin de les protéger de l'ingérence de l'exécutif ; absence d'une audience rapide sur la détention provisoire du requérant.

Alparslan Altan (12778/17)
Arrêt définitif le 09/09/2019

Surveillance soutenue

État d'exécution

► **Violence domestique**

Absence de réaction des autorités face à des plaintes ou avertissements concernant la violence domestique et enquêtes inadéquates sur les mauvais traitements et décès en résultant ; cadre législatif inadéquat et passivité judiciaire.

Groupe Opuz (33401/02)
Arrêt définitif le 09/09/2009

Surveillance soutenue

État d'exécution

► **Fonctionnement de la justice**

Non-respect par les autorités nationales de nombreuses décisions de tribunaux administratifs annulant divers permis nécessaires à l'exploitation d'une mine d'or, de trois centrales thermiques et d'une usine d'amidon en raison de risques pour la santé publique et l'environnement.

Genc et Demirgan (34327/06)
Arrêt définitif le 10/10/2017

Surveillance soutenue

État d'exécution

Manquement des juridictions internes à motiver leurs décisions de manière adéquate et pertinente.

Deryan (41721/04)
Arrêt définitif le 21/10/2015

Surveillance standard

État d'exécution

Manquement des juridictions nationales à procéder à un examen approfondi et minutieux des arguments du requérant et de motiver le rejet de ses griefs ; absence de spécification par l'employeur de la nature des activités du requérant utilisées comme preuve de ses liens avec une structure illégale et absence de charges réelles explicitement invoquées au cours de la procédure interne.

Piskin (33399/18)
Arrêt définitif le 19/04/2021

Surveillance soutenue

État d'exécution

Absence d'accès à un tribunal, qui se traduit par l'impossibilité pour un juge de recourir à un contrôle juridictionnel d'une décision de transfert non consensuel prétendument injustifié vers un district judiciaire de rang inférieur.

Bilgen (1571/07)
Arrêt définitif le 09/06/2021

Surveillance soutenue

État d'exécution

► **Liberté de pensée, de conscience et de religion**

Refus injustifié et discriminatoire de reconnaître la croyance de la communauté alévie comme un culte religieux, l'excluant ainsi notamment des avantages du service public religieux offert par le Département des affaires religieuses aux personnes adhérant à la branche Sunni majoritaire de l'Islam.

Izzettin Doğan et autres (62649/10)
Arrêt définitif le 26/04/2016

Surveillance soutenue

État d'exécution

PRINCIPALES QUESTIONS DEVANT LE COMITÉ DES MINISTRES - SURVEILLANCE EN COURS

Condamnations répétitives et emprisonnement d'objecteurs de conscience pour refus d'effectuer le service militaire obligatoire ; absence de procédure effective et accessible pour établir le statut d'objecteur de conscience et absence d'alternative au service militaire obligatoire en Turquie.

Groupe Ulke (39437/98)
Arrêt définitif le 24/04/2006

Surveillance soutenue
 État d'exécution

Conditions rigides et prohibitives, imposées par la législation sur des lieux de culte appartenant à de petites dénominations religieuses, en particulier les Témoins de Jéhovah.

Association de solidarité avec les témoins de Jéhovah et autres (36915/10+)
Arrêt définitif le 17/10/2016

Surveillance soutenue
 État d'exécution

► **Liberté d'expression et d'information**

Ingérence dans l'exercice du droit à la liberté d'expression en raison de poursuites/condamnations pour avoir critiqué « la nation turque, la République turque ou les organes et institutions de l'État ».

Altug Taner Akcam (27520/07)
Arrêt définitif le 25/01/2012

Surveillance soutenue
 État d'exécution

Détention provisoire continue de journalistes d'investigation, accusés d'avoir aidé et encouragé une organisation criminelle en raison de leur implication dans la publication de certains livres.

Groupe Nedim Şener (38270/11)
Arrêt définitif le 08/10/2014

Surveillance soutenue
 État d'exécution

Ordonnance du tribunal bloquant l'accès en gros à l'internet dans le cadre de procédures pénales engagées contre des tiers.

Groupe Ahmet Yildirim (3111/10)
Arrêt définitif le 18/03/2013

Surveillance soutenue
 État d'exécution

Absence de mesures pour protéger les journalistes confrontés à des menaces à leurs vie ; ineffectivité des enquêtes et absence de recours effectifs et de droit à une indemnisation.

Dink (2668/07)
Arrêt définitif le 14/12/2010

Surveillance soutenue
 État d'exécution

Ingérences injustifiées et disproportionnées dans la liberté d'expression des requérants en raison des poursuites pénales engagées en vertu de divers articles du Code pénal ou de la Loi antiterroriste pour avoir exprimé

Öner et Türk (51962/12)
Arrêt définitif le 30/06/2015

Surveillance soutenue
 État d'exécution

PRINCIPALES QUESTIONS DEVANT LE COMITÉ DES MINISTRES - SURVEILLANCE EN COURS

des opinions qui n'incitaient pas à la haine ou à la violence, et l'effet dissuasif qui en résulte pour la société dans son ensemble.

Ingérences injustifiées avec le droit à la liberté d'expression des requérants en raison de leur condamnation pénale pour outrage à agent public.

Artun et Güvener (75510/01)
Arrêt définitif le 26/09/2007

Surveillance soutenue

État d'exécution

► **Liberté de réunion et d'association**

Poursuite des participants et/ou recours à une force excessive pour disperser des manifestations pacifiques ; absence d'enquête effective sur leurs allégations de mauvais traitements ou absence de recours effectif à cet égard.

Groupe Oya Ataman (74552/01+)
Arrêt définitif le 05/03/2007

Surveillance soutenue

État d'exécution

Condamnation imprévisible d'un participant à des funérailles et à une manifestation pacifique à la suite d'une interprétation extensive du terme « appartenance » à une organisation armée illégale.

Işikirik (41226/09)
Arrêt définitif le 09/04/2018

Surveillance soutenue

État d'exécution

► **Discrimination**

Éducation : Discrimination d'un enfant aveugle en raison du refus opposé par un conservatoire de l'inscrire malgré sa réussite à l'examen d'entrée.

Çam (51500/08)
Arrêt définitif le 23/05/2016

Surveillance standard

État d'exécution

► **Affaires interétatiques et connexes**

Affaire interétatiques - Violations liées à la situation dans la partie nord de Chypre : Absence d'enquêtes effectifs pour établir le sort des Chypriotes grecs disparus après l'intervention militaire au nord de Chypre en 1974, manque de respect pour les domiciles et biens immobiliers des personnes déplacées et problèmes liés aux conditions de vie des Chypriotes grecs dans la région du Karpas dans la partie nord de Chypre.

Chypre c. Turquie (25781/94)
Arrêt GC (fond) définitif le 10/05/2001
Arrêt GC (satisfaction équitable) définitif le 14/05/2014

Surveillance soutenue

État d'exécution

Progrès notables : Les réformes adoptées ont assuré que **des personnes civiles ne peuvent plus être soumises à la juridiction de tribunaux militaires** et la surveillance de cette question a été close ([CM/ResDH\(2005\)44](#)).

À la lumière des mesures adoptées, le CM a aussi clos l'examen de nombre de questions relatives aux **conditions de vie des Chypriotes grecs au nord de Chypre**, en particulier en ce qui concerne l'enseignement secondaire, la

PRINCIPALES QUESTIONS DEVANT LE COMITÉ DES MINISTRES - SURVEILLANCE EN COURS

censure des livres scolaires et de la liberté de religion ([CM/ResDH\(2007\)25](#)), ainsi que le droit au respect des biens et les recours internes effectifs à cet égard ([CM/ResDH\(2020\)185](#)).

En ce qui concerne en particulier la question des Chypriotes grecs disparus : absence d'enquêtes effectives sur le sort de neuf Chypriotes grecs disparus durant les opérations militaires turques à Chypre en 1974.

Groupe Varnava (16064/90)
Arrêt définitif le 18/09/2009

Surveillance soutenue

État d'exécution

En ce qui concerne en particulier les droits de propriété des Chypriotes grecs déplacés : refus continu d'accès aux propriétés situés dans la partie nord de Chypre et perte subséquente du contrôle de ces propriétés ; violation du droit au respect du domicile des requérants.

Groupe Xenides-Arestis (46347/99)

Arrêts définitifs les 22/03/2006 et 23/05/2007 (Art.41)

Surveillance soutenue

État d'exécution